

ÉDITORIAL

Charles Saint-Prot
Zeina el Tibi

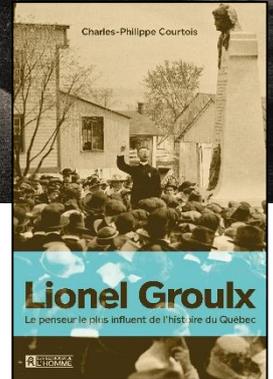
Lionel Groulx : l'homme qui fut le Québec libre

En 1917, il y a un peu plus d'un siècle, un groupe de Canadiens français fondait une revue dont le titre sonnait comme un coup de clairon : L'Action française, devenue l'Action nationale en 1933, laquelle continue à mener le combat souverainiste sous la direction de Robert Laplante. La création de cette revue est l'un des grands actes libérateurs du peuple français du Canada, de la même nature que la grande révolte de Patriotes de Papineau en 1837. Au fil des années, la revue, qui constitua un véritable cercle de pensée nationale, regroupa les plus grands esprits de l'époque sous la houlette de Lionel Groulx (1878-1967) qui a été qualifié de « *père spirituel du Québec moderne* ».

Sous le titre Lionel Groulx. *Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec* (Montréal, éditions de l'Homme, 2017), l'historien Charles-Philippe Courtois retrace minutieusement l'épopée intellectuelle et militante et dépeint un tableau de la société québécoise de 1878 à 1967, date de la mort de l'abbé Groulx. Prêtre, professeur, écrivain, essayiste, historien et conférencier, Lionel Groulx fut véritablement un éveillé de peuple, le père du nationalisme québécois et un maître à penser jamais égalé. Beaucoup de ses idées de réforme (éducation, économie, social, méfiance contre l'ultralibéralisme...) et concernant l'émancipation nationale ont été adoptées lors de la Révolution tranquille durant les années 1960. Souvent combattu par une classe politique indigne, un certain haut-clergé timoré et un pape Pie XI antifrançais et plus généralement antinational (au point qu'on peut considérer que Pie XI fut le premier responsable de la perte d'influence de l'Église au Québec, notamment dans les milieux nationalistes), son influence sera néanmoins considérable sur plusieurs générations d'intellectuels québécois. Une bonne partie l'École historique du Québec se réclamera de ce maître-artisan de l'émancipation nationale. Surtout, l'abbé Groulx consacra sa vie à s'adresser à la jeunesse pour la former et l'inciter à se battre pour la libération nationale.

Un combat national

L'immense mérite de Lionel Groulx, est d'avoir compris qu'on ne soulève pas les masses pour une action durable sans des principes. L'éditorial du premier numéro de l'Action française posait ainsi l'objectif : « *le moment est venu d'acquérir dans tous les domaines la puissance intellectuelle pour que nous soyons en mesure d'exercer sur la destinée de la nation une influence féconde et victorieuse* ». Il ne s'agissait pas d'imaginer une idéologie ou de se livrer à un quelconque ratiocinage philosophico-intellectuel, mais, au contraire de construire une pensée fondée sur la réalité des faits, en particulier le fait national. C'est pourquoi, n'étant précisément pas une idéologie systématique et figée, mais une pensée adaptée aux évolutions, l'action intellectuelle entreprise en 1917 n'a cessé de s'adapter sans jamais perdre de vue l'objectif fondamental : l'élaboration d'une pensée nationale abordant tous les problèmes, économiques, sociaux, linguistiques, culturels, constitutionnels, politiques, par rapport à la nation québécoise.



Pour Groulx et les nationalistes conséquents, il ne faisait aucun doute qu'un peuple n'existe pas à moitié. Un peuple libre est celui qui assume entièrement la maîtrise de son destin, et cela commence par être maître chez soi. Comme l'a écrit Jean-Marc Léger dans le bel hommage qu'il a rendu à Pierre Bourgault dans le quotidien *Le Devoir* (21 juin 2003), on n'est pas « *à demi maître chez soi* ». Toute sa vie il combattit les conséquences dramatiques de la « *grande catastrophe de 1760* ». Dans *Notre avenir politique* (1923), Groulx estimait que la « *Confédération canadienne paraît s'en aller inévitablement vers la rupture* ». Il en tirait la conclusion qu'il est temps pour le Québec « *de prendre place dans le monde international en qualité d'État souverain français d'Amérique* ».

Selon lui le séparatisme, c'est-à-dire, dans le cas d'espèce, la rupture du mythe d'une confédération qui rassemble le colonisateur et le colonisé - deux peuples que rien ne rapproche - est une « *revendication légitime* » car la pire calamité pour un peuple est la soumission à l'étranger. Il croyait fermement à cette loi immuable selon laquelle de toutes les libertés humaines la plus précieuse est l'indépendance de la nation. C'est une loi qui n'est pas valable que pour le seul Québec ! Il est mort quelques semaines avant la fameuse visite du général de Gaulle qui a « *mis le Québec sur la carte du monde* » (Pierre Bourgault) mais on peut imaginer quelle aurait été sa joie d'entendre le chef de la France libre s'écrier au balcon de l'hôtel de ville de Montréal le 24 juillet 1967 : « *Vive le Québec libre !* »

Le danger de l'assimilation tranquille

Lors de ses obsèques nationales le Premier ministre du Québec déclara : « *La victoire principale de l'abbé Lionel Groulx fut de redonner assez de fierté à assez de Québécois pour qu'on doive le tenir pour l'un des principaux semeurs de la moisson d'avenir qui lève aujourd'hui au Québec* ». Certes, il faut bien constater que, jusqu'à présent, le rendez-vous avec l'Histoire a été manqué par le peuple québécois lui-même rongé par ce mal profond des « *petits calculs, des petites lâchetés* », de cette mollesse qui favorise « l'assimilation tranquille » qui est encore pire que l'ancienne situation de « *nègres blancs d'Amérique* » ; un peuple trahi par des politiciens timorés, défaitistes ou carrément renégats, tous ces « *maudits épais* » qui préfèrent gouverner un État provincial que tenter le pari de l'indépendance, c'est-à-dire la dignité. Et sans doute aussi un peuple trahi par les idéologies nauséabondes qui se sont développées après la deuxième Guerre mondiale : d'une part, le marxisme et le gauchisme qui rongeront le mouvement national, le groupe des automatistes qui renie le passé, et, d'autres part, les antinationaux, les fédéralistes maniaques de Cité libre et de leur chef Trudeau qui « *se balance fichement du destin canadien-français* ». Sans compter les polémiques partisans (droite-gauche), entretenues par ceux qui étaient prisonniers de leur esprit de système et détournèrent les énergies de la seule question qui compte : l'action patriotique.

Mais toute la question est de savoir s'il est possible d'ignorer continuellement le droit d'un peuple à être libre. Les Québécois et les Palestiniens seront-ils les derniers peuples du monde dont ce droit est bafoué ?

Resteront-ils les éternels perdants, amputés de leur identité politique ? Fort de sa civilisation de langue française, de ses réussites en matière culturelle et technologique, véritable puissance économique, le Québec est-il condamné à rester « *le plus riche et, peut-être, le dernier des États colonisés* » ? Se pourrait-il comme le craignait le grand poète Gaston Miron que l'indépendance n'arrive jamais ? Pourtant le Québec ne peut survivre sans cette indépendance car « *un peuple qui n'a pas d'expression politique souveraine est un peuple mutilé, amoindri, dépossédé de lui-même, infirme* ».

« Notre État français, nous l'aurons »

Comme toutes les nations du monde, la nation québécoise a besoin, d'un État québécois souverain. Renoncer à l'État souverain et à l'indépendance de la nation conduirait à se condamner à ne plus avoir de visage particulier, tant il est vrai qu'une civilisation dont l'expression politique est amoindrie est inexorablement condamnée à s'effacer.

C'est cette conviction ardente qui animait Lionel Groulx quand il déclarait :

« *Je suis de ceux qui espèrent. [...] J'espère avec tous les ancêtres qui ont espéré ; j'espère avec tous les espérants d'aujourd'hui ; j'espère par-dessus mon temps, par-dessus tous les découragés. Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, notre État français, nous l'aurons... Nous aurons un pays français, un pays qui portera son âme dans son visage. Les snobs, les bonne-ententistes, les défaitistes peuvent nous crier, tant qu'ils voudront : Vous êtes la dernière génération de Canadiens français ! Je leur réponds avec toute la jeunesse : Nous sommes la génération des vivants. Vous êtes la génération des morts !* » (Mes mémoires, tome III, Fides, Montréal, 1972, p. 339-340).

GUERRE ÉCO



Directeur de l'École de guerre économique (EGE), pilier de l'intelligence économique, Christian Harbulot propose un nouvel ouvrage sur la guerre économique : [L'art de la guerre économique – Surveiller, Analyser, Protéger, Influencer](#) (VA Editions, 2018)

Cet ouvrage se veut être une réflexion sur les phénomènes de guerre économique qui sévissent depuis la deuxième moitié du XX^e siècle.

Actualisant l'analyse de cette guerre qu'on ne veut pas nommer, Christian Harbulot retrace son cheminement durant les 30 dernières années qui ont vu l'avènement de la société de l'information, laquelle a révélé les différents rapports de force opposant les États, mais aussi les entreprises ou les « activistes » de la société civile. C'est une véritable doctrine de guerre économique qui est ici livrée. L'auteur nous donne les clefs d'une réflexion d'un corps de doctrine, largement documenté par des dizaines de cas concrets décortiqués. Il propose un manuel de la guerre économique et il invite la France à la gagner.

Structuré autour de trois grands axes, l'ouvrage expose tout d'abord la nature et les évolutions de la guerre économique, déplorant les retards des politiques français sur ces questions. Si l'auteur se rassure de l'attitude proactive de certaines entreprises françaises, il déplore l'absence de centralisation de la décision et l'absence de définition des priorités stratégiques. Le deuxième axe concerne les rapports de force qui forgent les principes de la guerre économique, eux-mêmes découlant des notions de fort et de faible, de dominant et de dominé. Christian Harbulot expose comment les rapports de force entre fort et faible se sont inversés et appelle au développement d'une nouvelle forme de pensée sur la guerre économique. Le troisième axe de cet essai vise ni plus ni moins à faire gagner la guerre économique. Christian Harbulot, affirme l'existence d'une culture de la guerre économique en France, qui se trouve cependant depuis 1945 sous la triple influence militaire, économique, culturelle et éducative des États-Unis, ce qui engendre une « véritable cécité sur la nature des affrontements économiques ». La nécessité d'étudier une nouvelle priorité, renforçant la notion d'intérêt général par la solidarité stratégique, développée à la lueur du bien commun, est avancée. Enfin, l'ouvrage dépeint le tableau d'un monde en mutation. S'opposant au monde supposé « achevé » que la mondialisation « heureuse » aurait amené, l'auteur affirme qu'il obéit aux lois des rapports de force. Mais les cartes sont redistribuées, les grilles idéologiques ne tiennent plus, les formations techniques sont obsolètes et la guerre économique fait rage. « Combien d'autres défaites industrielles faudra-t-il pour que les politiques, la haute administration, le patronat et les syndicats daignent enfin se pencher sur la problématique de la guerre économique ? ». Cette question clôtüre l'ouvrage de Christian Harbulot, qui sait que la France a perdu des batailles, mais qui croit qu'elle peut encore gagner la guerre.

Une nouvelle Europe ?



2018-2027



Christophe Boufin
Professeur des universités

Une nouvelle Europe serait-elle en train de naître en cette année 2018 ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer, mais il est d'ores et déjà certain que les élections du Parlement européen prévues en 2019 vont permettre de voir plus clairement ce qu'il en est de l'évolution du continent et, surtout, de cette structure qui prétend le diriger, l'Union européenne.

On rappellera le projet des pères fondateurs, Monnet et Schuman : le projet d'union politique fédérale bâti autour du Conseil de l'Europe ayant échoué, il s'agissait de mettre en place une intégration plus lente, essentiellement économique, mais qui conduise inéluctablement les États-membres à l'intégration politique. La CEE, puis l'Union européenne, ont été conçues sur cette base : contourner les blocages des peuples et des nations pour les conduire où les « visionnaires » - en fait les technocrates et les représentants d'intérêts économiques supranationaux, quand ce n'étaient pas tout simplement les agents de puissances étrangères au continent – souhaitaient les mener.

On comprend mieux dès lors cette tension permanente qui agite la « construction européenne », notamment dans un vieil État nation comme la France, de l'échec de la Communauté européenne de défense (1954) à celui du projet de « Constitution pour l'Europe » (2005). Mais, à chaque fois, niant les choix populaires, les partisans du fédéralisme européen ont relancé l'intégration, aboutissant à l'Union actuelle, étendue à un grand nombre des États du sous-continent et à de massifs transferts de compétence de la part des États membres, allant jusqu'à la création d'une monnaie unique.

Pour autant, depuis des années « l'euroscpticisme » ne cesse de monter dans la plupart des États européens. D'abord, à cause d'une faiblesse économique : certains des États financent à perte depuis des dizaines d'années, une politique d'aide, orientée d'abord du Nord vers le Sud, puis vers l'Est, quand, en sus, l'instauration de la monnaie unique a accentué le décalage entre les économies continentales au principal profit de l'Allemagne réunifiée. Ensuite, parce que les principes qui devaient maintenir l'Union dans certaines limites – la subsidiarité par exemple – ont été niés et par la Commission et par une Cour de justice (CJUE) toujours prompte à faire primer les intérêts de l'Union sur ceux des nations. Enfin, ces dernières années, parce que l'Union s'est révélée incapable de faire face à un fait migratoire qui constitue, avec ses deux volets identitaire et sécuritaire, l'inquiétude principale des peuples européens.

De là l'évolution actuelle, et cette Europe qui craque sous nos yeux. En 2016, par référendum, les Britanniques choisissent de quitter l'Union : c'est le Brexit. Le groupe de Visegrad, qui comprend la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, constitué à l'origine par ces anciens pays du bloc de l'Est pour intégrer l'Union européenne et l'OTAN, s'oppose maintenant, notamment en matière d'ouverture des frontières aux migrants, aux décisions de Bruxelles, dictées par une Angela Merkel aussi irresponsable qu'autiste. La Suède ou le Danemark, traditionnellement ouverts, ont rétabli un contrôle aux frontières, quand les Pays-Bas, apôtres de la plus extrême tolérance dans bien des domaines, reviennent sur leur politique en matière d'immigration et que, même en Allemagne, la CSU semble confirmer un virage conservateur. Partout les mouvements dits « populistes », qui sont bien souvent, tout simplement, des partis nationalistes qui n'entendent pas voir une démocratie pour laquelle ils se sont battus au XXe siècle confisquée par un pouvoir supranational, progressent aux élections..

Des « démocraties illibérales », selon la formule maintenant consacrée, sont alors montrées du doigt par les europhiles, de Merkel à Macron en passant par Soros, stigmatisant les choix des gouvernements de Pologne, de Hongrie, d'Autriche, d'Italie ou de Slovaquie. On leur reproche d'accepter de travailler avec des membres de partis « d'extrême droite », un qualificatif médiatique rabâché qui ne recouvre rien de précis et qui pourrait s'appliquer au programme du nationalisme gaulliste, voire à celui du chiraquisme des années 80. On leur reproche aussi de vouloir préserver leur identité culturelle et ethnique, de souhaiter persévérer dans leur être national, de ne pas comprendre que l'Europe ne doit plus être qu'un territoire ouvert à la mondialisation prétendument « heureuse » et dont les peuples doivent être revivifiés par l'arrivée massive de groupes ethniques étrangers à ses civilisations et refusant souvent de s'y intégrer ; de ne pas croire au règne du droit, ni au « patriotisme constitutionnel » d'Habermas, ni à ces droits de l'homme – maintenant « droits humains » pour ne pas être genrés – sous l'égide desquels se met en place un système de destruction du monde qui avait permis leur épanouissement !

(Suite p 4)

(Suite de la page 3) Les dernières péripéties italiennes ont montré clairement le fonctionnement du système, mais aussi les limites en 2018 de ce fonctionnement. D'abord, et malgré les pressions, les mises en garde, la propagande payée par l'Union européenne, une révolte populiste dans les urnes profite aux élections législatives à La Ligue et au M5S, populistes de droite et de gauche donc, mais unis dans un même rejet de la politique de l'Union. C'est ensuite la conclusion d'un accord entre les deux, pour mettre en place un gouvernement d'union dirigé par un homme neutre, le professeur de droit Giuseppe Conte, mais sa nomination est refusée par le président de la République, Sergio Mattarella. S'estimant être le garant des traités européens, celui-ci use d'un pouvoir certes légal, mais sous-estime le choc de deux légitimités, quand il ne dispose pas de lien direct avec le suffrage. De plus, il ajoute comme provocation la proposition de nommer comme chef du Gouvernement Carlo Cottarelli, un ancien cadre du FMI, tandis que, finement, le commissaire européen Günther Ottinger affirme : « *Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter* ». Dans ce contexte, Cottarelli n'aurait pas eu le soutien du Parlement, et de nouvelles élections auraient dû avoir lieu à l'automne. Or les premiers sondages étaient clairs : les populistes avaient gagné en une semaine de crise 10 points par rapport aux élections précédentes, et un raz-de-marée en leur faveur était prévisible. Prudente, la technocratie européenne a donc fait machine arrière et, après quelques modifications de son gouvernement, Conte est enfin nommé par Mattarella et il entre en fonction le 1er juin..

On le voit, le temps n'est plus où l'on faisait impunément revoter les peuples qui avaient eu le mauvais goût de refuser le suicide dans une intégration plus poussée encore. D'ailleurs, l'Italie, aux origines de la CEE et véritable puissance économique, n'est pas la Grèce, et ses dirigeants sont d'une autre trempe qu'un Tsipras, gauchiste qui s'est finalement couché devant les politiques d'austérité imposées par Bruxelles. L'épisode italien dit bien l'extrême lassitude de peuples qui entendent rester fiers de leur Histoire, de leur culture et de leurs valeurs ; des peuples souverains qui, poussés à bout, osent envisager librement toutes les possibilités. Une lame de fond traverse toute l'Europe... et pourrait bien la réveiller en 2019.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique.

Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau à Beyrouth pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, ainsi que des correspondants sur les cinq continents.

- **Directeur** : Charles Saint-Prot
- **Présidente déléguée** : Zeina el Tibi
- **Président du Conseil scientifique** : Jean-Yves de Cara
- **Direction des programmes** : Christophe Boutin
- **Direction des études** : Thierry Rambaud et Frédéric Rouvillois

Siège de l'OEG : 14 avenue d'Eylau, F-75016 Paris
Tél : + 33 (0) 1 77 72 64 27 et 28 / Fax : + 33 (0) 1 77 72 64 29

Courriel : etudesgeo@yahoo.com

Site : etudes-geopolitiques.com

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187

14 avenue d'Eylau - 75016 Paris (France)

Suivez-nous sur Twitter : [@Obsetudesgeopo](https://twitter.com/Obsetudesgeopo)

ACTIVITÉS

Conférence sur l'ingérence iranienne



Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques, a participé à la réunion du Congrès populaire arabe, à Paris, le samedi 26 mai 2018, sur le thème « *L'ingérence du régime iranien dans le monde arabe* ». Il a présenté une communication pour rappeler que l'Iran est un Etat dangereux pour tout le Monde arabe, du Golfe au Maroc, et qu'il faut faire preuve d'une grande fermeté contre le régime des mollahs.

Rencontre aux institutions européennes

Charles Saint-Prot et Zeina el Tibi ont eu de nombreux contacts au parlement européen et à la commission européenne lors d'une visite à Bruxelles, du 5 au 7 juin 2018.

IMRI : modèle marocain de développement



Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques, et Henri Védie ont participé au Forum annuel de l'Institut marocain de relations internationales (IMRI), sous le haut patronage de S M le Roi Mohammed VI, sur le thème « *Les Expériences étrangères de modèle de développement : Quel modèle pour le Maroc ?* », les 22 et 23 juin à Casablanca. Charles Saint-Prot a prononcé un discours lors de l'inauguration. Il a notamment déclaré que « *Le modèle de développement marocain est et sera avant tout maroco-marocain, en ce sens qu'il entend d'abord être en phase avec les réalités et les fondamentaux du pays.* »

Colloque sur « L'évolution constitutionnelle du Maroc »

Charles Saint-Prot, Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois participent Colloque international de l'Académie du Royaume du Maroc sur « *L'évolution constitutionnelle au Maroc* », du 10 au 11 juillet 2018 à Rabat.